

COMITE REGIONAL DES PECHE MARITIMES ET DES ELEVAGES MARINS DE BRETAGNE

-ARTICLES 912-1 ET SUIVANTS DU CODE RURAL ET DE LA PECHE MARITIME-

DELIBERATION "PALANGRE / LIGNE -CRPM-2011-A" DU 30 SEPTEMBRE 2011

PORTANT CREATION ET FIXANT LES CONDITIONS D'ATTRIBUTION DE LA LICENCE DE PECHE DU POISSON A LA PALANGRE ET A LA LIGNE DANS LES EAUX RELEVANT DE LA CIRCONSCRIPTION DU COMITE REGIONAL DES PECHE MARITIMES ET DES ELEVAGES MARINS DE BRETAGNE

Le Comité Régional des Pêches Maritimes et des Elevages Marins de Bretagne,

- VU** les articles L. 911-1 et suivants du Code rural et de la pêche maritime et notamment les articles L. 912-3, L. 941-1, L. 946-2, L. 946-5, L. 946-6 et L. 946-7,
- VU** le décret n°2011-776 du 28 juin 2011 fixant les règles d'organisation et de fonctionnement du Comité national des pêches maritimes et des élevages marins ainsi que des comités régionaux des pêches maritimes et des élevages marins
- VU** le décret n°90-94 du 25 janvier 1990 fixant les conditions générales d'exercice de la pêche maritime dans les eaux soumises à la réglementation communautaire de conservation et de gestion modifié notamment par le décret n°2000-272 du 22 mars 2000 ;
- VU** l'avis de la commission Pêche côtière du CRPMEM de Bretagne du 09 septembre 2011

Considérant la nécessité de gérer de manière responsable les ressources et de faciliter la bonne cohabitation entre les différents métiers de pêche dans les eaux territoriales situées au large de la région Bretagne,

ADOPTE

Article 1 - Périmètre d'application de la délibération

Il est créé une licence spéciale pour la pêche du poisson à la palangre et à la ligne dans le périmètre des eaux relevant de la circonscription du Comité Régional des Pêches Maritimes et des Elevages Marins de Bretagne comprises entre la limite des 12 milles - comptés à partir des lignes de base droites- et la côte, et la limite séparatrice des Régions Basse-Normandie/Bretagne d'une part, et la limite séparatrice des Régions Bretagne/Pays de Loire, d'autre part.

Cette licence s'applique aux 10 secteurs suivants de ce périmètre :

- Secteur 1 : de la limite des Régions Basse-Normandie/Bretagne jusqu'au méridien de l'île des Ebihens - Responsable CLPM de Saint-Malo,
- Secteur 2 : du méridien de l'île des Ebihens au méridien de la Mauve- responsable CLPM de Saint-Brieuc,
- Secteur 3 : du méridien de la Mauve jusqu'au méridien de la pointe de Locquirec (méridien 03° 38,66' W) - Responsable CLPM de Paimpol,
- Secteur 4 : du méridien de la pointe de Locquirec jusqu'au parallèle du Cap de la Chèvre - Responsable CLPM du Nord-Finistère,
- Secteur 5 : du parallèle du Cap de la Chèvre jusqu'au parallèle de la pointe de Brézellec- Responsable CLPM de Douarnenez,
- Secteur 6 : du parallèle de la pointe de Brézellec jusqu'au parallèle de Tréguennec- Responsable CLPM d'Audierne,
- Secteur 7 : du parallèle de Tréguennec jusqu'au méridien du Letty - Responsable CLPM du Guilvinec,
- Secteur 8 : du méridien du Letty jusqu'au méridien de la rivière Laïta (3° 32' W) - Responsable CLPM de Concarneau,
- Secteur 9 : du méridien de la rivière Laïta à de la droite joignant le ruisseau de Lopheret , le phare des Birvideaux - Responsable CLPM Lorient-Etel.
- Secteur 10: de la droite joignant le ruisseau de Lopheret , le phare des Birvideaux et la limite des 12 milles jusqu'à la limite des Régions Bretagne/Pays de Loire - Responsable CLPM d'Auray/Vannes.

Dans les 10 secteurs ci-dessus de ce périmètre, seuls les navires titulaires de cette licence sont autorisés à pratiquer la pêche du poisson à la palangre et à la ligne

Article 2 - Organisation de la pêche

Le Comité régional peut fixer par délibération pour chaque année :

- une gestion spécifique pour les secteurs de pêche visés à l'article 1,
- un contingent global de licences et/ou un contingent de licences par Comité local, et ou un contingentement par secteur,
- un contingent de licences établi par catégorie de navire en tenant compte de leur longueur,
- les caractéristiques particulières des navires autorisés à pratiquer cette activité,
- les caractéristiques particulières des engins de pêche et/ou de leur montage,
- un nombre maximal de longueur de palangres pouvant être embarqué par navire et/ou par homme d'équipage,
- la longueur des palangres pouvant être utilisées par navire et/ou par homme embarqué,

- des règles relatives aux durées d'immersion et/ou aux conditions de relève périodiques des engins,
- des dates d'ouverture et de fermeture de pêche générale ou par secteur ou appliquées à certaines espèces,
- des quotas de pêche globaux ou par licence ou par zone,
- des dispositions particulières concernant les secteurs de pêche visées à l'article 1.

Le Président du CRPM de Bretagne après avis du Président de la Commission "Pêche Côtière" du Comité régional des pêches maritimes, peut, par décision motivée, après consultation de la Commission Pêche Côtière et des présidents des Comités locaux concernés, fixer et moduler les calendriers de pêche, les horaires de pêche et prendre, en tant que de besoin, toute mesure d'aménagement rendue nécessaire par les conditions de déroulement de la campagne.

Article 3 - Modalités d'attribution des licences

La licence est attribuée au couple propriétaire/navire par le Comité régional des pêches maritimes et des élevages marins de Bretagne.

En cas de copropriété, le titulaire de la licence devra détenir la majorité des parts.

En cas de copropriété à égalité de parts, les propriétaires devront désigner le titulaire de la licence.

Dans le cas de société d'armement, tout changement d'affréteur ou d'actionnaire majoritaire sera assimilé à un changement de propriétaire.

Pour bénéficier de la licence, le demandeur devra exercer l'activité de pêche maritime et acquitter les contributions dues aux différents organismes professionnels.

Au titre de l'antériorité de pêche

1) Si le nombre de demandes de licence est supérieur au contingent fixé par le Comité régional, les priorités d'attribution sont les suivantes :

- a - navire ayant obtenu une licence l'année précédente sans changement de propriétaire ou de copropriétaire.
- b - navire neuf ou d'occasion dont le propriétaire possédait une licence au cours de l'année précédente.
- c - navire ayant obtenu une licence l'année précédente et ayant changé de propriétaire, mais dont le nouveau propriétaire ne possédait pas de licence au cours de l'année précédente.
- d - navire n'ayant jamais obtenu de licence et dont le propriétaire ne possédait pas de licence au cours de l'année précédente.

2) Dans le cadre du classement défini ci-dessus, aux points c et d, il sera accordé une priorité aux demandes correspondant à une première installation. Est considérée comme première installation, l'achat d'un premier navire intervenant entre la date de clôture des demandes de licence de l'année précédente et celle de l'année suivante.

3) Le président de la Commission "Pêche Côtière" du Comité régional des pêches maritimes assisté des Présidents des Comités locaux dont les navires ont déposé des demandes de licence, examine les demandes dans l'ordre de priorité fixé supra. Il établit la liste définitive des licences à attribuer et une liste complémentaire par ordre de priorité pour le remplacement d'un navire licencié qui ne répond plus aux conditions d'attribution. Si les critères définis au présent article ne suffisent pas à départager toutes les demandes à l'intérieur de chaque catégorie, les ordres de priorité seront définis en fonction des orientations du marché, des équilibres socio-économiques et si besoin en fonction de la date d'ancienneté des dates de dépôt des demandes.

Au titre des critères socio-économiques

4) la licence spéciale prévue à l'article 1 ne peut être délivrée :

- Qu'aux navires bénéficiant d'un PME et ayant une longueur hors tout inférieure ou égale à 16 mètres.
- Toutefois, les navires ayant une longueur hors tout supérieure à 16 mètres, mais justifiant d'une antériorité de pêche du poisson à la palangre, dans un ou plusieurs secteurs du périmètre défini ci-dessus [antériorité qualifiée par une activité de pêche à la palangre de 10 jours au moins effectués au cours de l'année 2003 dans le périmètre défini ci-dessus - déclarations statistiques validées par les autorités administratives à l'appui], peuvent renouveler la licence à titre dérogatoire.

Pour les campagnes ultérieures, cette licence dérogatoire pourra être renouvelée dans les mêmes conditions que pour les titulaires répondant aux critères de longueur, tant que le couple propriétaire / navire sera identique et sous réserve d'avoir pratiqué l'activité de pêche du poisson à la palangre au cours de l'année précédant la demande dans le périmètre défini ci-dessus.

L'exercice de la pêche au moyen de cette licence n'est autorisé que dans le seul secteur (ou dans les seuls secteurs) pour lequel (ou lesquelles) elle a été délivrée.

Les navires dérogatoires n'auront accès qu'aux seuls secteurs pour lesquels ils auront justifié une antériorité de pêche et sous réserve de la réactiver chaque année.

Article 4 - Dépôt du dossier de demande de licence

La demande de licence doit être présentée entre le 1^{er} septembre et le 30 septembre de chaque année auprès du Comité local des pêches maritimes dont dépend le navire..

Toutes les demandes doivent être adressées par courrier, le cachet de la poste faisant foi.

Elle doit être accompagnée :

- de justificatifs des conditions d'attribution définies ci-dessus,
- du paiement du montant de la licence,
- d'un justificatif de bénéfice d'un PME,
- de justificatifs de déclarations statistiques pour l'année précédente, dans la zone ou les zones demandées.

Les dossiers incomplets seront renvoyés par courrier aux demandeurs, à la date de clôture des demandes, par le CLPM chargé de l'instruction des dossiers.

Tout dossier initialement incomplet et régularisé sera instruit en tant que nouvelle demande.

Toute demande de renouvellement de licence déposée au-delà de la date fixée à l'alinéa 1 du présent article, devra faire l'objet d'un nouveau dépôt de dossier de demande de licence et sera instruite en tant que nouvelle demande et par ordre d'arrivée des dossiers.

Les nouvelles demandes et les demandes de propriétaires répondant aux conditions de première installation, déposées au-delà de la date fixée à l'alinéa 1 du présent article seront instruites et le cas échéant attribuées dans la limite du contingent de licences.

Article 5 - Conditions financières

La licence n'est valable que pour une année civile ; elle donne lieu au versement d'une contribution fixée annuellement par le Comité régional des pêches maritimes. Il en est de même pour toute restitution de licence après sanction de retrait prononcé par l'autorité administrative.

Le montant de cette licence pourra être majoré selon les modalités définies par la délibération financière pour toute demande déposée au-delà de la date fixée à l'article 4 ci-dessus à l'exception des demandes de propriétaires répondant aux conditions de première installation.

Les sommes dégagées alimentent un fonds géré par le Comité régional servant à financer la gestion des licences, la mise en œuvre des mesures résultant de délibérations du Comité régional, la promotion des produits ou toute action proposée par les Comités locaux concernés par la pêche, et adoptées par la commission pêche côtière du Comité régional et approuvées par le Conseil.

Lorsque pour la gestion d'une pêche, des tâches particulières sont nécessaires, le Président du Comité régional des pêches maritimes peut passer protocole avec le ou les présidents des CLPM concernés. Le protocole prévoit en particulier les conditions d'intervention des Comités locaux, ainsi que les montants forfaitaires des prestations correspondantes.

Article 6 - Mise en réserve de la licence

En cas de perte du navire ou d'arrêt de son exploitation, la licence est mise en réserve au bénéfice du propriétaire et du navire concerné, dans le cadre des dispositions prévues dans le décret PME.

Si l'arrêt est lié à un accident ou à une maladie, le titulaire reste bénéficiaire de la licence jusqu'à la reprise de son activité.

Article 7 - Réunion annuelle

Un groupe de travail rassemblant les représentants des pêcheurs armés à la palangre et à la ligne se réunira au moins une fois par an pour faire le point sur les conditions de mise en œuvre de la licence pour l'année écoulée et proposer les aménagements à apporter pour l'année suivante. Il rendra compte à la Commission "Pêche Côtière" du Comité régional des pêches maritimes.

Article 8 - Infractions à la présente délibération

Les infractions à la présente délibération et à celles prises pour son application sont recherchées et poursuivies conformément aux articles L. 941-1, L. 946-2, L. 946-5, L. 946-6 et L. 947-7 du Code rural et de la pêche maritime et aux dispositions du Décret n°2011-776 du 28 juin 2011.

Le Président
André LE BERRE